



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté préfectoral du 02 AVR. 2026 imposant à la société SOLVALOR des prescriptions de mesures d'urgence pour son installation de traitement de terres située sur les communes de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et d'AMFREVILLE-LA-MIVOIE

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 512-20 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 autorisant et réglementant les activités exercées par la société SOLVALOR sur les communes de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et AMFREVILLE-LA-MI-VOIE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les nombreux signalements émis par les riverains de la société SOLVALOR relayés par ATMO NORMANDIE entre les 10 mars et 2 avril 2026, relatant des odeurs ressenties sur les communes d'AMFREVILLE-LA-MI-VOIE et du MESNIL-ESNARD de type « lisiers », « purins », « poissons », « excréments », « urine », « égout », etc. ;
- Vu les résultats de la 1ère tournée olfactive réalisée par ATMO NORMANDIE en date du 25 mars 2026 sur la commune d'AMFREVILLE-LA-MI-VOIE, avec un vent en provenance d'Ouest – Nord-Ouest, relatant les odeurs suivantes:
 - au nord de la rue François Mitterrand : scatol et isobutylamine par bouffées ;

- sur la RD6015 (entre la salle Talbot et les chiffonniers d'Eureka Fripes) : scatol et isobutylamine, soit des odeurs typée "fumier", "urine", "poisson" ou encore "égout" selon les évocations de chacun ;
- Vu le déclenchement de la cellule post-accident technologique par le SIRACED-PC le 26 mars 2026 à 18h15 afférente aux dizaines de signalements reçus ;
- Vu les résultats de la deuxième tournée d'odeurs réalisée par ATMO NORMANDIE en date du 1^{er} avril 2026 sur la commune d'AMFREVILLE-LA-MI-VOIE, avec un vent en provenance d'Ouest – Nord-Ouest, relatant les odeurs suivantes:
- au niveau de la mairie : triméthylamine (n°74 du Langage des Nez) et scatol (n°39) en intensité 3 ;
 - au niveau de la salle de sport Talbot/club nautique : triméthylamine (n°74), ammoniac (n°71) et scatol (n°39) en intensité 4 (5 par bouffées), ainsi que de l'IBQ (n°37) plus faible ;
- Vu les rapports de visite d'inspection suite aux contrôles de la DREAL des 27 mars, 30 mars et 2 avril 2026 par l'inspection des installations classées sur le site de l'installation de SOLVALOR ;

CONSIDÉRANT :

que la société SOLVALOR (SIRET n° 788 458 776 00028), dont le siège social est situé à la Haye de Pan à BRUZ (35170), est autorisée à exploiter une installation de transit et de valorisation de terres, sédiments, de déblais de chantier et de déchets du BTP, dangereux et non-dangereux sur les communes de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et AMFREVILLE-LA-MI-VOIE, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que lors de la visite du 30 mars 2026, il a été constaté la présence d'un lot de matériaux dans des cases au droit de la zone « SEA » particulièrement odorant et dont l'odeur est comparable à celles évoquées par ATMO NORMANDIE ;

que, selon les indications de l'exploitant, ces matériaux (boues noirâtres) sont constitués de fines issues du procédé de traitement des terres par lavage et que suite à une avarie datant d'il y a une quinzaine de jours sur le filtre presse, lequel intervient en fin de process, ces matériaux encore gorgés d'eau ont été placés temporairement dans ces cases, sur une aire étanche entourée de murets et à l'extérieur dans l'attente de leur traitement sur site après réparation du filtre presse ;

que l'exploitant estime à 120 t la quantité de ces boues ;

qu'à l'occasion de la visite du 30 mars 2026, un échantillon de ces matières a été réalisé par la DREAL et transmis à ATMO NORMANDIE pour une analyse olfactive comparative avec les résultats des deux tournées odeurs réalisées par cet organisme ;

que ATMO NORMANDIE confirme par courriel du 1^{er} avril 2026 que les odeurs relevées lors de ces tournées olfactives à AMFREVILLE-LA-MI-VOIE correspondent bien aux odeurs perçues dans l'échantillon transmis et issu du site SOLVALOR ;

que, compte tenu de la provenance des vents lors des épisodes odorants (en provenance de l'Ouest - Nord-Ouest) et de la comparaison olfactive faite par des nez d'ATMO NORMANDIE, la société SOLVALOR est bien à l'origine de ces odeurs ;

que l'exploitant a procédé au curage de la zone le 31 mars 2026 en procédant à la reprise de ces déchets dans son procédé de traitement par lavage, alors même que l'inspection lui avait recommandé de faire évacuer ces déchets vers une filière extérieure adaptée et dûment autorisée ;

que des signalements ont continué d'être émis les journées des 1^{er} et 2 avril 2026 sur la plateforme Signal'Air d'ATMO NORMANDIE ;

que, dans ce contexte, l'inspection s'est de nouveau déplacée sur le site de la société SOLVALOR le 2 avril 2026 et a constaté, en présence de l'exploitant, que :

- les boues avaient bien été évacuées des cases ;
- la zone « SEA » faisait l'objet d'un nettoyage à jet d'eau à haute pression (aire de stockage et murets) et que les eaux étaient collectées par un camion hydrocureur puis réintroduites dans le procédé de lavage des terres de SOLVALOR ;
- des odeurs de type « scatol-isobutylamine » ont été ressenties dans la tente où sont stockées les fines pressées issues du traitement ;
- des odeurs de même type ont été ressenties au droit des voies de circulation et au droit de flaques d'eaux stagnantes sur le site ;
- des odeurs de même type ont été ressenties au niveau du déversement des eaux de lavage dans le bassin de récupération des eaux de process (tank 4), lesquelles eaux apparaissaient visuellement chargées (couleur foncée) ;

que le procédé de traitement est un procédé de lavage à l'eau sans traitement thermique et au vu des constats, il apparaît qu'un transfert des molécules odorantes présentes dans les boues ait eu lieu vers les eaux de lavage industrielles qui se sont imprégnées de la même odeur ;

que la sensibilité locale, le nombre et la persistance des plaintes justifient l'urgence à mettre en œuvre des dispositions de nature à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publiques et la protection de l'environnement ;

qu'il convient donc de prescrire des dispositions à l'encontre de la société SOLVALOR ;

qu'il y a lieu de faire application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

que l'urgence à agir justifie de ne pas recueillir l'avis du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er} – Vidange et évacuation des eaux de process

La société SOLVALOR (SIRET n° 788 458 776 00028), dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé, dont le siège social est situé à la Haye de Pan à BRUZ (35170), est tenue de procéder pour son établissement de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et d'AMFREVILLE-LA-MI-VOIE à la vidange et à l'évacuation des eaux de son procédé de lavage des terres polluées.

Pour ce faire, l'exploitant fait évacuer ces eaux industrielles vers une installation adaptée et dûment autorisée en vue de leur traitement, et ce **dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Sous 2 jours, l'exploitant adresse un échantillon de ces effluents en vue de leur caractérisation auprès d'un ou plusieurs professionnels du traitement des déchets liquides en capacité d'intervenir dans les délais susmentionnés.

L'exploitant justifiera auprès de l'inspection les quantités d'effluents concernées et les modalités de leur prise en charge (bordereaux d'évacuation, etc.).

Après nettoyage, le circuit d'eau du process industriel sera rempli avec de l'eau propre.

Article 2 – Vidange de la machine de traitement

L'exploitant procède à la vidange des matériaux (terres, boues, sables, graviers, etc.) susceptibles d'être contenus dans son procédé de traitement (machine à laver, bassins, installation de

floculation, décanteur clarificateur, silo des boues, filtre presse) **dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Les matériaux odorants recueillis à l'occasion de ces vidanges et nettoyages font l'objet d'une évacuation, en vue de leur traitement, vers une installation adaptée et dûment autorisée **dans un délai n'excédant pas 8 jours à compter de la notification du présent arrêté.** Les matériaux en attente d'évacuation sont stockés dans des conditions permettant d'éviter toute diffusion d'odeur.

L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des quantités concernées et les modalités de leur prise en charge (bordereaux d'évacuation, etc.).

Article 3 – Évacuation des fines stockées sous tente

L'exploitant procède à l'évacuation de l'ensemble des fines stockées sous la tente en vue de leur traitement, vers une installation adaptée et dûment autorisée **dans un délai n'excédant pas 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.** Il procède à un nettoyage du sol et des parties souillées de la tente avant stockage de nouvelles fines.

L'exploitant justifiera auprès de l'inspection des quantités concernées et les modalités de leur prise en charge (bordereaux d'évacuation, etc.).

Article 4 – Nettoyage du site

L'exploitant effectue les opérations de nettoyage des déchets odorants encore présents sur site **dans un délai n'excédant pas 5 jours à compter de la notification du présent arrêté,** en réalisant :

- le nettoyage complet de la zone « SEA » (murets, dalles, etc.)
- le curage des voies de circulation sur lesquelles les engins ont été susceptibles de disséminer des boues odorantes ;
- le nettoyage des bassins attenants au rotoluve ;
- le pompage et le nettoyage des zones d'eaux stagnantes (notamment aux abords des box des produits finis et de la centrale à béton).

Les matériaux en attente d'évacuation sont stockés dans des conditions permettant d'éviter toute diffusion d'odeur.

L'ensemble des déchets issus de ces opérations de nettoyage sont évacués et traités vers des filières de traitement adaptées et dûment autorisées. Les justificatifs afférents à l'évacuation de ces déchets sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 – Réception par un « nez »

Une fois l'ensemble des travaux réalisés, l'exploitant fait vérifier l'absence de l'odeur incriminée sur l'ensemble du site par une tierce personne compétente formée au langage des nez.

Le rapport de réception est transmis à l'inspection des installations classées.

Article 6 – Recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R. 421-1 du code de justice administrative).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Notifications

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SOLVALOR. Une copie du présent arrêté est adressée aux maires de SOTTEVILLE-LES-ROUEN et d'AMFREVILLE-LA-MIVOIE.

Fait à ROUEN, le

02 AVRIL 2026

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

